

LE PROGRÈS, POUR QUI?...

Dans une période où la pensée unique a propulsé l'illusion d'une délivrance par la technologie et d'un salut par la science, l'Histoire officielle laisse entendre «une absence globale de réaction des travailleurs à l'offensive technologique des grandes entreprises», une soumission constante du monde ouvrier aux exigences de la compétitivité. Cette falsification de l'Histoire est aujourd'hui de plus en plus dénoncée. Dans le sillage de *La Modernité désenchantée* (E. Fureix et F. Jarrige - La Découverte) ou de *L'Apocalypse joyeuse* (J.-B. Fressoz - Le Seuil), *Le Progrès sans le peuple* (David Noble - Contre-feux - Agone) retrace les luttes ouvrières contre les premiers pas de l'envahissement technique.

Les bris de machines n'ont pas été des actes de résistance isolés comme certains ont intérêt à le faire croire, mais un vaste mouvement, «une stratégie de mobilisation essentielle», une volonté farouche de défendre des moyens de subsistance, une liberté, une dignité, aussi limitées fussent-elles. Élimination du travail qualifié, perte d'autonomie, de savoir-faire, accélération des cadences, difficulté d'organisation collective, dégradation de la qualité des produits: tel était l'enjeu. Les *luddites* et leurs successeurs n'étaient pas contre la technologie en soi, mais contre les changements sociaux qu'elle incarnait et renforçait. Même Ricardo, dans ses *Principes* (1821), soutenait que «l'opinion des classes ouvrières sur les machines qu'elles croient fatales à leurs intérêts ne repose pas sur l'erreur et les préjugés mais sur les principes les plus nets de l'économie politique»! Byron, poète britannique, et défenseur des *luddites*, écrivait, dans une lettre à Lord Holland: «La conservation et le bien-être de la classe pauvre et industrielle sont d'une bien autre importance pour la société que la fortune rapide de quelques monopolistes, acquise par de prétendus perfectionnements qui privent l'ouvrier de pain en e privant d'ouvrage». Mais surtout, l'anarcho-syndicaliste Émile Pouget écrivait dans *Le Sabotage*: «Si les travailleurs s'attaquent aux machines c'est, non par plaisir ou dilettantisme, mais parce qu'une impérieuse nécessité les y oblige».

Or, ce ne sont pas seulement les capitalistes assoiffés de profit qui infligèrent une répression impitoyable; ce sont aussi les représentants syndicaux, les personnalités politiques de gauche, les intellectuels - fascinés par la machine et par un progrès technologique nécessaire, linéaire, forcément bénéfique et perçu comme un des moteurs historiques de l'émancipation, comme la base matérielle d'une société sans classe - qui discréditèrent les actions des ouvriers ou des artisans, c'est-à-dire de ceux qui avaient compris la signification, la portée de ce phénomène nouveau qui confortait les rapports de domination (remarquons que les chercheurs ont une vision du monde plus proche de celle des cadres dirigeants que de celle des «*cols bleus*»). Tous les moyens furent employés: minimiser le caractère destructeur de l'accélération technique, multiplier les incitations fiscales pour les équipements, taxer d'irrationalité, d'obscurantisme, de dangerosité, voire de pathologie l'opposition aux nouvelles technologies, légitimer les souffrances humaines au nom du «*Progrès*».

L'OBSESSION DU CONTRÔLE

Aujourd'hui, comme le souligne D. Noble, historien des sciences et des techniques, la catastrophe de la seconde révolution industrielle (1) - la révolution informatique, l'automatisation - concurrence déjà la première (la mécanisation), la résistance en moins, parce que le rouleau compresseur du «*progrès*» a fait son œuvre. Dès la fin des années 1950, et jusqu'à aujourd'hui (aux États-Unis, mais aussi en France, en Italie, en Allemagne, en Norvège, au Danemark...), les actions se multiplient pour empêcher ou ralentir l'introduction de nouvelles technologies. Du sabotage doux (saturer le système d'informations parasites) au sabotage dur (limaille de fer dans les ordinateurs), en passant par la demande d'un moratoire sur ces technologies. Avec un slogan pertinent: *Brisez les machines, pas les travailleurs*. Concernant la France, dans les années 1980, à Toulouse, un groupe d'informaticiens révoltés, le CLODO (*Comité pour la Liquidation Ou le Détournement des Ordinateurs*), incendiait des

(1) Voici ce qu'écrit, à la page 8 du livre de David Noble, la traductrice Celia Isoard: «On désigne habituellement par «seconde révolution industrielle» la période de 1870-1914 marquée par l'essor de la sidérurgie, de la chimie, de l'électrification, du télégraphe, du chemin de fer et du pétrole, suite à la «première révolution industrielle» qui débute en Angleterre à la fin du XVIII^{ème} siècle. Toutefois, certains commentateurs comme David Noble considèrent qu'il s'agit la d'un seul et même mouvement d'industrialisation, et réservent le terme de seconde révolution industrielle à la révolution informatique qui commence aux États-Unis à l'après-guerre.

Le critère retenu est le fait que les machines des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles remplaçaient la force musculaire tandis que l'informatique se supplée aux activités mentales».

entreprises d'informatique pour lutter contre «*l'outil préféré des dominants*». Une fois encore, les dirigeants syndicaux n'ont pas hésité, même avec l'excuse magnanime qu'une prospérité matérielle a détourné leur attention des ressorts profonds de l'exploitation: traités d'agitateurs gauchistes, accusés de nuire à la sacro-sainte compétitivité, des militants ont été congédiés par la hiérarchie. Selon les termes de D. Noble, les syndicats «*se couchèrent immanquablement devant l'idéologie dominante*», s'appliquant à faire taire les dissidents, à condamner les actions directes. Selon Stan Weir, militant de la base opposé à l'accord *Mécanisation et modernisation* négocié par l'ILWU en 1960, les syndicats ont «*brouillé les pistes en faveur de la technologie*», en sapant la détermination et la capacité de résistance des ouvriers. Aujourd'hui, non seulement la majorité des individus ne peuvent plus réparer eux-mêmes leur voiture, mais le garagiste du coin, lui-même, est dépossédé de son savoir-faire mécanique au profit de la «*valise*» conçue par les ingénieurs.

On peut d'ailleurs établir un parallèle avec l'industrialisation de l'agriculture, c'est-à-dire la subordination de la recherche agronomique au modèle productiviste: des paysans ont tenté de résister au passage en force du maïs hybride, parce qu'il va signifier, avec la privatisation du vivant, la fin de leur autonomie (il faut, non seulement acheter les semences, mais payer l'engrais et les désherbants chimiques, et se soumettre à la mécanisation). Aujourd'hui, d'autres se battent contre le puçage électronique de leurs animaux ou pour la réintroduction de la sélection à la ferme, contre le «*syndicat*» omnipotent, la FNSEA.

Rappelons par ailleurs, que la part de la population agricole dans la population active est passée de 35 à 3% entre 1950 et 2013! Peut-on prétendre améliorer le sort des travailleurs en fournissant à ceux qui les exploitent les outils les plus redoutables?

Car après cinq décennies de révolution informatique, le bilan est édifiant: les horaires de travail n'ont globalement pas été allégés, les conditions de ce travail se sont dégradées, l'absurdité et la monotonie des tâches ont augmenté, le stress et l'anxiété se sont généralisés, la rémunération et la protection sociale ont reculé, les inégalités sociales ont explosé, et surtout, le chômage est devenu massif. Les nouvelles technologies ont surtout permis un accroissement considérable de la mobilité du capital, permettant de mettre les sociétés et les peuples en concurrence pour s'assurer la main-d'œuvre la moins chère et la plus docile. Les coûts économiques et sociaux dudit progrès dépassent aujourd'hui de loin les avantages offerts par des marchandises bon marché. Ce qui a été amélioré, ce sont les capacités d'exploiter, de ficher, de contrôler, de réprimer, dépossédant dans le même temps les salariés de tout esprit critique. «*La véritable tragédie est qu'avec cette course frénétique dans laquelle nous poussent les nouvelles technologies, nous n'avons pas le temps d'examiner les répercussions culturelles, politiques et sociales avant la mise en place d'infrastructures qui vont justement rendre impossible tout examen d'alternatives*», écrivait Mike Cooley, ingénieur en conception industrielle au groupe d'aérospatiale Lucas. Parce que la machine se substitue, non pas seulement à l'énergie des travailleurs, mais à leur jugement.

L'HOMME SUPERFLU

N'était-il pas suffisamment évident que la production assistée par ordinateur, la robotique, la gestion informatisée des stocks, les standards et guichets automatiques... constituaient autant d'innovations destinées à licencier et à remplacer les individus, à aider les patrons à réduire leurs coûts, à sous-traiter et à délocaliser, c'est-à-dire à liquider les acquis sociaux arrachés de haute lutte? «*Ironiquement, mais implacablement, la micro-informatique, autour de laquelle s'est structurée l'utopie cybernétique qu'est la technopole, censée résoudre les contradictions du monde industriel, s'est retournée en moyen de sa pérennisation et de son accroissement*», écrit Célia Isoard dans Z n°9 («*revue itinérante d'enquête et de critique sociale*»). Déjà, les ordinateurs sont devenus la médiation presque obligée de nos rapports aux autres, mais robotiser la filière de l'aide à la personne, c'est-à-dire supprimer des secteurs professionnels qui n'ont justement de sens que par la relation humaine, confirme plus encore la vision d'une humanité comme «*pure abstraction à coder*»... avant de disparaître.

OUVRIR L'AVENIR

Il faut d'abord rappeler la responsabilité majeure de ceux qui ont refusé de soutenir ces artisans, ces ouvriers qui se sont courageusement opposés à la folle accélération d'un progrès technique devenu une véritable imposture. Parce que, sans ce développement technologique, jamais le capitalisme n'aurait atteint une telle puissance! Et les propositions des grandes centrales syndicales en la matière ne sont pas de nature à rassurer: «*politique industrielle ambitieuse*», «*3% du PIB à la recherche et à l'innovation*», «*accès à une énergie à bas coût*», «*la décroissance ou la sobriété ne sont pas des solutions pérennes*»!

Il ne s'agit pas d'interrompre le cours de l'Histoire ou d'aborder frontalement la technique; mais de reconnaître l'intégration aliénante des individus à un système de production fondé sur de faux besoins, de dénoncer les rapports magiques entretenus avec les machines, la foi quasi religieuse dans les bienfaits automatiques du progrès technologique qui a rendu aveugle aux réalités écologiques et humaines, la complicité avec le pouvoir des «*grands enfants technophiles dont les fantasmes socialement irresponsables sont alimentés par les deniers*

publics» (D. Noble), de dresser lucidement le bilan des dégâts humains du progrès, masqués par la fascination d'une croissance globale de l'économie, d'affirmer la suprématie de la société sur l'activité économique, de reprendre en main une situation qui nous échappe. Sans oublier le rôle déterminant de l'armée dans cet essor technologique (surtout aux États-Unis, mais pas seulement); la majeure partie de la «*haute technologie*» - électronique, informatique, aérospatiale, cybernétique, lasers - ayant été créée par le monde militaire.

Si la suppression du capitalisme et de l'État constituent des préalables, l'appropriation de la «*high tech*» par les travailleurs ne saurait être la voie la plus prometteuse. Si l'émancipation de l'homme demeure le but à atteindre, elle passera par une sélection des technologies permettant de garantir la qualification, la capacité de maîtrise, l'enrichissement de la vie, la liberté.

Jean-Pierre TERTRAIS,
groupe *La Sociale*, Rennes.
